



Union Départementale des Syndicats

FORCE OUVRIERE

de Seine-Maritime

Immeuble Jules Ferry Rue Enseigne Renaud 76000 ROUEN

Télécopie : 02.35.70.86.65 Tél : 02.35.70.26.40

E-mail : udfo76@force-ouvriere.fr



FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires et agents publics, Tous en grève le 10 octobre 2017

Les syndicats FO de la Fonction Publique de Seine Maritime appellent les agents à la grève et à la manifestation le mardi 10 octobre pour défendre le service public, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, et combattre les mesures de régression sociale.

Notre pouvoir d'achat recule

- **Blocage annoncé du point d'indice en 2018**

D'ores et déjà nous avons perdu plus de 8% depuis 2010, plus de 16% depuis 2000. L'augmentation a minima de la valeur du point en 2017 (1,2% en deux fois accordés sous la pression) ne fait décidément pas le compte.

- **La retenue pour pension depuis 2010 est passée de 7,85% (en 2010) à 10,29% (en 2017) du salaire brut. Elle doit passer à 10,56% en janvier 2018, et à 11,10% en 2020.**

- **La CSG passera de 7,5% à 9,2% en janvier 2018**

Le gouvernement prévoit de supprimer la cotisation CRDS de 1% et un dispositif complexe pour les 0,7% restant (indemnité compensatoire non pérenne et non applicable aux fonctionnaires recrutés après le 1er janvier 2018 !)

- **Et en plus, le gouvernement prévoit de «déconnecter» le point d'indice entre les 3 fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière)**

Il n'y aurait plus de référence commune, plus de grille indiciaire commune ! Or l'unité de la Fonction publique repose sur l'existence d'une grille indiciaire unique. C'est la clé de voûte du statut qui est aussi visée.

- **Et M. Macron l'a déclaré, il veut aussi instaurer le salaire au mérite**

C'est l'individualisation contre les garanties collectives.

Dégradation des conditions de travail

- **Les 120 000 suppressions de postes** sur le quinquennat et la suppression massive des contrats aidés vont entraîner de nouvelles surcharges de travail, avec les risques psychosociaux qui en découlent et dégrader davantage le service rendu à l'usager.
- **La réinstauration du jour de carence** en cas d'arrêt maladie va renforcer le mal-être des agents au travail.

Menaces sur le statut de la Fonction publique

- **Le gouvernement veut en finir avec le code des pensions civiles et militaires, ainsi qu'avec le CNRACL**, dans le cadre d'une refonte générale du système des retraites, pour aller vers une retraite sur le modèle des fonds de pension.
- **Les ordonnances sur la loi Travail comportent nombre de mesures inacceptables, dont FO revendique le retrait. Le gouvernement ne manquera pas de vouloir les transposer dans la Fonction publique** (contournement des syndicats, fusion des instances représentatives du personnel...)

Les fonctionnaires ont des revendications, elles doivent être satisfaites !

- Défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers,
- Augmentation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 2000.
- Non à l'augmentation de la CSG, et pour le financement de la protection sociale par les cotisations
- Arrêt des suppressions de postes et titularisation des non-titulaires et des contrats-aidés
- Non au jour de carence
- Amélioration des carrières
- Préservation du Code des pensions civiles et militaires (CPCM) et de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)
- Contre les ordonnances sur la loi Travail

Les organisations syndicales CFTD, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA de la Fonction publique de Seine Maritime, réunies en intersyndicale le 28 septembre et répondant à l'appel unitaire des fédérations de fonctionnaires, appellent les agents à la grève la plus massive le 10 octobre et à rejoindre les manifestations organisée à DIEPPE, LE HAVRE et ROUEN ce jour-là.

Rouen : 10h00 cours Clemenceau

Le Havre : 10h30 Franklin

Dieppe : 10h30 sous-préfecture